

Unité départementale de la Vendée  
Site Préfecture de la Vendée  
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 20 mai 2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

### **Visite d'inspection du 26/03/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE (FERS)**

4 rue Chevreul ZI du Cormier  
B.P. 411  
49300 Cholet

**Références :** D 25.0154  
**Code AIOT :** 0006308646

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE (FERS) implanté ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny. L'inspection a été annoncée le 14/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE ATLANTIQUE (FERS)
- ZI Actipole 4 rue Jacqueline Auriol 85170 Bellevigny
- Code AIOT : 0006308646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bellevigny est un centre de transfert de déchets non dangereux, avec tri sommaire de certains déchets. Il est également autorisé et agréé pour la prise en charge de véhicules hors d'usage.

Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25/10/2018, et d'un arrêté préfectoral complémentaire du 30/05/2016 pour l'agrément véhicules hors d'usage.

L'inspection constate en visite que le site effectue majoritairement le tri, transit ou regroupement de déchets non-dangereux de nature industrielle.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99 %
- AR - 1
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	AN2024 – 3 – Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	
7	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
8	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Demande de justificatif à l'exploitant	
9	5. Mesures d'investigation	Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
10	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Demande d'action corrective	3 mois
11	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AN2024 – 2 – Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
2	AN2024 – 3 – Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	AN2024 – 4 – Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	AN2024 – 5 – Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
12	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.2.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux résultats des 3 campagnes d'analyses en AOF (composés organique fluorés) +PFAS (per- et polyfluoroalkylées) portant sur les rejets aqueux du site de Bellevigny, l'inspection a réalisé une visite d'inspection ayant pour objectif l'identification des polluants détectés et de mesures visant à réduire leur émission.

Globalement, ce site ayant pour activité le tri, transit et regroupement de déchets industriels (principalement non-dangereux) n'utilise pas d'eau dans son process. Seules les eaux pluviales ayant pu être en contact avec les déchets présents présentent des concentrations en PFAS au-dessus de la limite de quantification du laboratoire accrédité. L'exploitant ne propose actuellement aucune mesure de surveillance ou de réduction des PFAS mesurés.

L'inspection propose le maintien d'une surveillance au moins sur les PFAS quantifiés, en élargissant à une méthode d'analyse Top Assay.

Enfin, l'action régionale portant sur le contrôle des installations électriques n'a pas fait l'objet d'observation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : AN2024 – 2 – Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Le site BRANGEON n'effectue aucun rejet d'eau résiduaire. Il dispose uniquement de 2 points de rejet d'eaux pluviales via les 2 bassins d'écroulement et de confinement. Les rejets s'effectuent ensuite vers le réseau d'eau pluviale de la zone industrielle.  Ces 2 points de rejet ont été prélevés dans le cadre de l'action nationale PFAS sur l'ensemble des paramètres exigés par l'arrêté ministériel (AOF, 20 PFAS obligatoires + 8 autres PFAS).

L'inspection avait constaté un retard pour le lancement des campagnes d'analyse. L'exploitant avait transmis à l'inspection un bon de commande du 2 avril 2024 avec le laboratoire Eurofins.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : AN2024 – 3 – Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Autre, Accréditation des organismes mandatés

**Prescription contrôlée :**

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Pour l'ensemble des campagnes, les prélèvements ponctuels ont été réalisés en sous-traitance par une filiale du laboratoire Eurofins proche du site. Ce laboratoire Eurofins Hydrologie Ouest dispose d'une accréditation "COFRAC ESSAIS 1-0888" mentionnée sur les contre-rendus d'analyses.

Les analyses ont été réalisées par le laboratoire Eurofins Hydrologie Est disposant des accréditations "COFRAC essais 1-0685".

La portée des accréditations pour ces deux laboratoires accessibles en ligne sur le site du Cofrac débute à partir de janvier 2025, soit après les campagnes de prélèvements et analyses. L'inspection n'est pas en mesure de valider ce constat.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection les copies des accréditations des deux laboratoires en vigueur sur les périodes des campagnes de prélèvements et analyses concernées. Il commentera après vérification que ceux-ci disposaient des bonnes accréditations pour les prélèvements et pour les analyses à caractère obligatoire.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 3 : AN2024 – 4 – Exigences pour le prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Autre, Exigences pour le prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

**Constats :**

Tous les prélèvements ont été effectués de manière ponctuelle. Les 2 bassins présents sur site collectent les eaux pluviales du site (incluant les toitures) y compris les eaux de ruissellement sur les zones d'entreposage de déchets.

Le laboratoire a demandé que ces bassins soient fermés quelques jours avant leur intervention, et ont été ouverts pour les besoins d'un prélèvement ponctuel. Les contres-rendus d'analyses mentionnent bien le prélèvement ponctuel ("*Prélèvement instantané (prise d'un échantillon unique)* - FD T 90-523-2").

Sur site, l'inspection a examiné les 2 points de prélèvement (après ouverture des tampons sur les regards d'accès aux eaux pluviales), et confirme qu'il n'y a pas forcément d'écoulement d'eau en l'absence de pluie.

Les 2 bassins sont toutefois munis de pompes de drainage sous la membrane qui rejettent également les eaux de subsurface par intermittence.

L'inspection confirme l'impossibilité de réaliser des prélèvements asservis au débit pour ce site. Les prélèvements de type ponctuel ont été effectués par un organisme accrédité COFRAC pour les prélèvements.

Il est rappelé à l'exploitant que la note d'application relative à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 indique pour les rejets ponctuels que l'échantillonnage asservi au temps de fonctionnement est à privilégier sauf si l'échantillonneur est impossible à installer ou la durée de vidange courte. Dans ce cas, un échantillonnage ponctuel peut être réalisé durant la durée de la vidange.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : AN2024 – 5 – Précisions des mesures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Autre, Respect des limites de quantification

**Prescription contrôlée :**

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

**Constats :**

L'inspection a examiné les comptes-rendus d'analyses rédigés par le laboratoire Eurofins Hydrologie Est.

\* AOF : le seuil de quantification affiché est de 2 µg/l conforme à la limite prescrite de 2 µg/l.

\* PFAS : pour toutes les analyses non quantifiées, l'indication <0,10 µg/l est mentionnée, conforme à la limite prescrite de 100 ng/l.

L'inspection confirme le respect des seuils de quantification utilisés par le laboratoire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

L'exploitant a correctement saisi les analyses effectuées sur l'application GIDAF pour les 3 campagnes du 19 septembre 2024, 8 octobre 2024 et 22 novembre 2024.

Les deux points de prélèvements correspondent aux deux bassins BE2 et BE5 identifiés sur le site.

L'inspection a constaté que les débits saisis sous GIDAF ont été estimés (et non mesurés car les prélèvements étaient ponctuels), et que les valeurs reportées étaient identiques pour ces 3 mois.

\* Pour le bassin BE2, l'exploitant a précisé le mode de calcul "**Commentaire : 50 L/s \* 2h de rejet par jour = 360 m<sup>3</sup>/j**".

\* Pour le bassin BE5, l'exploitant a précisé le mode de calcul "**Commentaire : 3 L/s \* 2h de rejet par jour = 21.6 m<sup>3</sup>/j**".

Selon l'exploitant, les débits ont été évalués par calcul tenant compte des 2 surfaces de collecte du site, et de la pluviométrie annuelle moyenne.

L'exploitant a indiqué que le protocole demandé par le laboratoire de prélèvement était de maintenir fermé les bassins quelques jours avant son intervention, afin de disposer d'un volume d'eau suffisant pour l'échantillon.

Ce protocole imposant un prélèvement ponctuel ne permet pas de définir les débits de rejet associés. Les débits doivent dans ce cas être estimés. Or, les débits saisis sous GIDAF n'ont pas été justifiés par l'exploitant.

Ces débits devraient être différents selon la période en fonction de la pluviométrie.

L'inspection a vérifié la saisie des concentrations mesurées par le laboratoire dans l'application GIDAF. En revanche, la méthode de calcul des débits (et donc des flux associés) pose questions.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Des justifications concernant le calcul du volume sont attendues.

La méthode de calcul pour déterminer les débits d'eaux rejetés doit être fiabilisée, et notamment prendre en compte le fonctionnement du bassin et la période où ont été effectués les différents prélèvements.

Le détail du calcul devra être précisé, en précisant s'il existe le débit de fuite du bassin, ou les hypothèses utilisées pour le calcul : hauteur de pluie et superficie des zones impactées par les pluies, séparées des zones de toiture si celles-ci ne transitent pas par les bassins (cas d'une partie des eaux du bassin BE5 selon le plan des réseaux).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

## N° 6 : 2. Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]  Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que le site rejette des PFOS au delà des limites de quantification du laboratoire : Bassin BE2 : 0,37 µg/l, 4,86 µg/l et 3,77 µg/l Bassin BE5 : 2,99 µg/l, 0,27 µg/l et 0,17 µg/l Aucune des concentrations mesurées ne dépasse toutefois la valeur limite réglementaire de 25 µg/l. L'exploitant n'identifie pas les raisons de la présence de ce polluant, et rappelle l'hétérogénéité des déchets non-dangereux réceptionnés en tri, transit et regroupement (papiers, cartons, ferrailles, plastiques, quelques encombrants industriels, et quelques véhicules hors d'usage). Les concentrations mesurées en PFOS étant inférieures au seuil fixé, l'inspection considère le respect de la prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection a rappelé à l'exploitant que des actions pour réduire les rejets de ce polluant doivent être envisagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : 3. Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.



**Constats :**

S'agissant d'un site de tri, transit, regroupement de déchets, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas mettre en œuvre de substances pouvant contenir des PFAS.

Aucun agent émulseur destiné à l'incendie n'est présent sur le site.

L'activité engendre le transit de déchets :

\* carton industriel (~10%)

\* déchets de bois (~20%)

\* ferrailles (~20%)

\* Tout venant (~20%)

\* Traitement de véhicules hors d'usage (~300 VHU/an)

Un bâtiment abrite des papiers et cartons, un autre est dédié au traitement des VHU. Le reste du transit de déchets s'effectue en extérieur, sur les aires étanches du site reliées aux deux bassins de collecte des eaux pluviales.

Après échange avec l'exploitant, aucune piste n'a pour le moment été identifiée pouvant expliquer la présence de polluants PFAS au-delà des limites de quantification du laboratoire. Leur origine est probablement liée aux déchets hétéroclites reçus sur le site.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun incendie et aucun exercice incendie ayant pu faire l'objet d'une mise en œuvre d'émulseurs susceptibles de contenir des PFAS n'ont eu lieu sur ce site.

En conclusion, l'exploitant ne dispose d'aucune liste de substances PFAS pour son site.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'inspection demande à l'exploitant l'historique des incendies ayant eu lieu sur le site, les zones concernées et les moyens d'extinction mis en œuvre et par qui.

L'exploitant examinera également si certains déchets spécifiques en transit peuvent être à l'origine de source d'émission en PFAS (exemple de mousses issues des déchets d'ameublement).

L'inspection demande qu'une liste de toutes substances manipulées sur le site soit établie (incluant les opérations de maintenance), avec en outre une vérification sur les fiches de données et de sécurité, et un questionnement des fournisseurs de ces produits sur la présence ou non de PFAS.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande d'action corrective

***Proposition de délais :*** 2 mois

**N° 8 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

***Référence réglementaire :*** Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

***Thème(s) :*** Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

***Prescription contrôlée :***

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

L'exploitant n'a mis en œuvre aucun plan de réduction ou de suppression des PFAS analysés. Il rappelle que ses rejets sont des eaux pluviales, et que les déchets principalement non-dangereux qu'il réceptionne sont hétéroclites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit proposer des actions visant à l'identification des déchets ou substances pouvant contenir des PFAS sur son site. Cette identification doit permettre des mesures ultérieures de suppression ou réduction des PFAS dans les rejets.

L'exploitant peut proposer un plan de prélèvement au sein du réseau de collecte afin de cibler les zones de stockage émettrices en PFAS. L'exploitant recherche/liste les catégories de déchets entreposés sur le site et susceptibles de contenir des PFAS et donc d'en émettre durant cet entreposage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 9 : 5. Mesures d'investigation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer la présence des PFAS détectés, ni la concentration élevée en AOF (Composés organofluorés adsorbables).

L'analyse de septembre 2024 affiche une concentration de 110 µg/l en AOF. Cette concentration élevée ne reflète pas la somme des PFAS analysée égale à environ 5,58 µg/l. Cet écart nécessite des investigations complémentaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au vu des concentrations importantes en AOF, et l'incohérence avec la somme des PFAS analysés, il est demandé à l'exploitant d'étendre l'analyse dans les rejets à d'autres PFAS (par exemple, certains laboratoires proposent des analyses étendues à plus de 55 PFAS). De plus, les PFAS spécifiques des mousses anti-incendie hors ceux compris dans la liste des 20 PFAS obligatoires (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE) seront à analyser.

Le cas échéant, une analyse par top assay sera réalisée afin de vérifier la présence de PFAS non

analysés par la méthode ciblée (cf. ci-dessus).
Les résultats des campagnes complémentaires seront transmis à l'inspection dès réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : 6. Mesures de suppression/réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant n'a présenté aucune mesure de suppression ou de réduction des PFAS rejetés dans ses eaux pluviales.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Même s'il ne maîtrise pas la nature de tous les déchets réceptionnés, l'exploitant doit mettre en place des mesures visant à identifier l'origine des PFAS, et proposer les solutions pour réduire ou supprimer ces polluants.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : 7. Mesures de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
<b>Constats :</b>  Suite aux 3 campagnes d'analyses de 2024, l'exploitant n'a pas mis en œuvre de mesures surveillance complémentaire. Compte tenu des concentrations mesurées, l'inspection demande que des analyses complémentaires soient effectuées

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre les prélèvements et analyses pour les polluants PFAS identifiés lors des 3 campagnes de 2024, avec au minimum une fréquence trimestrielle. Ces compléments d'analyse doivent permettre de mieux identifier le caractère chronique ou non des rejets, et de pouvoir identifier l'origine de ces polluants.

L'inspection a notamment identifié les paramètres suivants :

\* AOF

\* PFPeA

\* PFHxA

\* PFHpA

\* PFOA

\* PFBS

\* PFPeS

\* PFHxS

\* PFHpS

\* PFOS

Cette surveillance sera complétée par les PFAS quantifiés lors de la campagne étendue demandée au point de contrôle 9.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Installations électriques - mise à la terre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2018, article 8.2.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Électricité

**Prescription contrôlée :**

Article 8.2.7 - Installations électriques - mise à la terre

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés ou sont protégés contre les chocs. Ils sont installés de façon à ne pas provoquer un échauffement des revêtements isolants et des matériaux entreposés. L'éclairage de sécurité est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de contrôle électrique daté du 10 septembre 2024. Accompagné de ce rapport, l'exploitant a fourni un compte rendu d'intervention (Q18), et un contrôle thermographique infrarouge (Q19).

En particulier :

\* la conclusion du compte rendu Q18 indique que les installations électriques "*ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion*".

\* le contrôle Q19 ne mentionne aucune observation.

\* le rapport de contrôle mentionne dans le container Gasoil un "*Accès difficile. Maintenir l'accès libre au tableau électrique*". L'inspection a examiné sur site cette observation qui confirme la difficulté d'accès (mais pas l'impossibilité d'accès).



Ce constat ne fait pas l'objet d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite